

NATIONS UNIES
Assemblée générale

CINQUANTE ET UNIÈME SESSION

Documents officiels

Cinquième Commission
63e séance
tenue le
vendredi 23 mai 1997
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 63e SÉANCE

Président : M. SENGWE (Zimbabwe)

Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 120 DE L'ORDRE DU JOUR : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.5/51/SR.63
17 juillet 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

97-81399 (F)



/...

La séance est ouverte à 10 h 20.

POINT 120 DE L'ORDRE DU JOUR : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (suite) (A/51/688 et Corr.1 et Add.1-3 et A/51/813)

1. M. HALBWACHS (Contrôleur) présente les rapports du Secrétaire général relatifs au personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités (A/51/688/Add.1-3) et il indique que le document A/51/688/Add.1 contient un exposé des dépenses d'appui administratif et de leur fondement législatif énoncé à l'article 7.2 du règlement financier et à la résolution 35/217 de l'Assemblée générale; en outre, le document décrit la méthode et le taux à imputer pour couvrir les dépenses d'appui. Le document A/51/688/Add.2 contient pour sa part une mise à jour des informations quant au nombre et à la nationalité du personnel fourni à titre gracieux en service à la date du 31 mars 1997, il fournit aussi une répartition par départements et bureaux. Le document A/51/688/Add.3 explique la façon dont les directives seraient appliquées. Cet additif n'avait qu'un caractère préliminaire, étant donné que l'Assemblée devait encore adopter certaines décisions à cet égard à la suite desquelles les directives seraient à nouveau révisées.

2. M. MSELLE (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) indique que le Comité consultatif avait examiné les rapports du Secrétaire général (A/51/688/Add.1, Add.2 et Add.3) présentés en réponse à la décision 51/466 de l'Assemblée générale en date du 3 avril 1997.

3. Le document A/51/688/Add.1 traite de la méthode et du taux des dépenses d'appui administratif visées aux paragraphes 51 à 66 du rapport précédent du Secrétaire général sur le personnel fourni à titre gratuit (A/51/688). Les paragraphes 4 à 14 présentent ce que le Secrétariat estime constituer le fondement législatif justifiant l'acceptation des contributions volontaires, alors que les paragraphes 15 à 17 contiennent une description de la méthode à appliquer pour couvrir les dépenses d'appui administratif s'agissant des contributions volontaires y compris le personnel fourni à titre gracieux.

4. Toutefois, le Comité consultatif réitère son opinion concernant le personnel fourni à titre gracieux de Type II, qu'il avait déjà exprimée dans son rapport précédent sur cette question (A/51/813) dont la Cinquième Commission demeure saisie. À cet égard, il rappelle qu'au cours des réunions informelles de la Commission, il avait lui-même expliqué en détail les recommandations connexes du CCQAB concernant l'imputation des dépenses d'appui administratif afférentes au personnel fourni à titre gracieux de Type II. Le présent rapport du Secrétaire général ne contenait aucune information susceptible de modifier les vues du Comité consultatif sur la question.

5. Le Comité consultatif réaffirme que le recours à un personnel fourni à titre gracieux qui ne devrait avoir lieu que dans des conditions exceptionnelles et sur une base temporaire, constitue un départ par rapport aux pratiques normales en matière de personnel et que ce recours devrait se limiter aux deux situations indiquées aux paragraphes 13 et 14 de son rapport et sous réserve des dispositions qui y figurent. Ces deux situations concernent très particulièrement les cas d'urgence tels que ceux qui précèdent la phase de

/...

démarrage ou d'élargissement imprévu d'opérations, ainsi qu'aux cas exigeant des services très spécialisés qui ne peuvent être fournis par le Secrétariat.

6. Étant donné que ces situations comporteraient une présentation détaillée dans le contexte des budgets pertinents ainsi que des demandes de crédits pour les positions occupées par ce type de personnel, le Comité consultatif ne voyait pas la nécessité d'imputer les dépenses d'appui administratif au titre du personnel fourni à titre gracieux de Type II en pareils cas.

7. Le document A/51/688/Add.2 comporte une mise à jour des informations communiquées par le Secrétaire général dans son rapport A/51/688 et Corr.1, y compris la nationalité du personnel en question tout en indiquant les changements qui ont eu lieu après le 31 octobre 1996. Le Comité consultatif a constaté qu'à la date du 31 mars 1997, le personnel fourni à titre gracieux de Type I est passé de 238 à 202 individus et que le personnel de Type II a augmenté de 331 à 334. Toutefois, ce dernier chiffre ne comprend pas le personnel mis à la disposition de la Commission spéciale des Nations Unies par les gouvernements.

8. Dans le document A/51/688/Add.3 le Secrétaire général propose certaines modifications et révisions aux directives qui figurent à son rapport A/51/688, conformément au désir exprimé par l'Assemblée nationale à l'alinéa iii) du paragraphe b) de sa décision 51/466. Toutefois, le CCQAB était d'avis que les directives devraient subir d'autres révisions une fois que la Cinquième Commission aura recommandé à l'Assemblée générale les principes directeurs appropriés aux fins de l'administration du personnel fourni à titre gracieux sur la base des recommandations du Comité Consultatif telles que modifiées par la Cinquième Commission. Le Secrétaire général n'aurait pas dû être amené à proposer une révision des directives avant que la Cinquième Commission n'ait eu l'occasion de recommander à l'Assemblée générale une politique générale concernant le personnel fourni à titre gracieux. En conséquence, le Comité consultatif recommande qu'il soit procédé à un dernier examen des directives à la suite d'une décision prise par l'Assemblée générale sur les recommandations pertinentes de la Cinquième Commission. Le Secrétaire général devrait soumettre à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Comité consultatif, un ensemble complet de directives révisées y compris celles qui figurent au document A/51/688/Add.3. Entre-temps, le CCQAB recommande qu'aucune décision ne soit prise par la Cinquième Commission sur la base de ce document.

9. M. SIAL (Pakistan) déclare que sa délégation se félicite de la présentation à temps des rapports. Compte tenu du fait que les besoins de personnel fourni à titre gracieux s'était accru en raison de la crise financière, leur emploi devrait être considéré comme une mesure ad hoc plutôt qu'une solution permanente. Un recours continu à ce personnel ne ferait qu'exacerber la situation et si les États Membres respectaient leurs obligations en vertu de la Charte il n'y aurait nul besoin de faire appel à cette forme d'aide. Il trouve étrange que certains États Membres offrent des contributions volontaires tout en ne respectant pas leurs obligations statutaires.

10. Sa délégation partage l'inquiétude du Secrétaire général s'agissant des restrictions financières qui rendent difficile le recrutement du personnel de

/...

façon planifiée et ordonnée. Cette difficulté ne pourra être surmontée que lorsque les États Membres auront réglé leurs quotes-parts en totalité et en temps voulu.

11. Il existe un fondement législatif à l'imputation des dépenses d'appui administratif concernant les contributions volontaires, y compris le personnel fourni à titre gracieux. Dans l'attente d'une solution permanente, la pratique actuelle doit être maintenue. Il n'est aucunement nécessaire de modifier le règlement financier.

12. Les directives relatives au recours au personnel fourni à titre gracieux doivent être révisées à la suite de l'examen par la Cinquième Commission des recommandations du Comité consultatif. Un projet de résolution détaillé sur la question devra être adopté au cours de la deuxième partie de la reprise de la session. Enfin, il souhaite connaître l'opinion du Comité consultatif concernant la proposition du Secrétaire général selon laquelle le personnel de la Commission spéciale des Nations Unies doit être exclu de l'application des directives compte tenu que ce personnel est régi par un régime spécial.

13. M. JONAH (Sierra Leone) déclare que sa délégation partage les vues et les recommandations du Comité consultatif.

14. Le Comité ne devrait pas ignorer les principes plus généraux qui étaient en jeu. Tout en ne mettant pas en doute les motifs des États Membres qui fournissent un personnel à titre gracieux, le recours à un personnel fourni à titre gracieux de Type II porte un grave préjudice à la fonction publique internationale. Malheureusement, l'impuissance à résoudre la crise financière rend presque inévitable le recours de l'Organisation à ce personnel. Le moment est venu de confronter la situation dans toute sa réalité notamment en raison du fait que le point de vue selon lequel le principal contributeur respectera ses obligations financières s'avère trop optimiste; en fait, à la lumière de l'évolution de ces derniers jours, il est évident que cela ne se produira pas.

15. Mme SHENWICK (États-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation appuie une complète budgétisation et une totale mise au clair uniquement à des fins de transparence et qu'à cet égard elle fait une distinction entre budgétisation et contributions. Sa délégation maintient son soutien au Secrétaire général concernant le recours à un personnel fourni à titre gracieux de manière à mieux satisfaire les besoins en matière de personnel régulier et à fournir des compétences spécialisées qui n'étaient pas normalement disponibles au sein de la fonction publique internationale. Les États-Unis sont disposés à appuyer une résolution concernant le personnel fourni à titre gracieux qui soumettrait ce personnel au Statut et au Règlement du personnel et qui obligerait le Secrétaire général à distinguer entre le personnel fourni à titre gracieux dont la contribution permettrait de satisfaire aux nouveaux besoins et le personnel qui ne remplirait pas ce rôle, ainsi qu'à n'imputer les frais généraux techniquement justifiés qu'à cette dernière catégorie. Sa délégation ne partage pas les conclusions du rapport du Secrétaire général (A/51/688/Add.1) concernant la méthode et le taux relatifs à l'imputation des dépenses d'appui administratif ou de soutien au programme.

/...

16. Selon sa délégation, la décision de l'Assemblée générale de reporter l'examen de ce point à la reprise de sa session ne fait pas obstacle au remplacement par le Secrétaire général du personnel actuellement fourni à titre gracieux. Le Secrétaire général possède l'autorité nécessaire pour lui permettre de continuer à accepter le personnel fourni à titre gracieux dans les limites prévues dans son rapport ou aux fins de nouvelles activités. Son Gouvernement est fort préoccupé s'agissant des directives figurant au rapport du Secrétaire général.

17. Mme EERIKÄINEN (Finlande) demande que la déclaration du Président du Comité consultatif soit diffusée sous forme écrite.

18. M. DVINIANINE (Fédération de Russie) déclare que sa délégation est préoccupée du recours à un personnel fourni à titre gracieux de Type II à des fins d'opération de maintien de la paix non seulement dans des postes sur le terrain mais également au Siège de même qu'au sein des tribunaux internationaux, c'est-à-dire pour des activités financées au moyen des contributions au budget. Le recours à un personnel fourni à titre gracieux de Type II qui représente un départ par rapport aux pratiques normales en matière de personnel et aux protections que ces pratiques prévoient doit constituer une démarche très exceptionnelle et temporaire. Les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et le règlement financier doivent être strictement observés. En particulier, conformément à l'article 7.2 du règlement financier, l'acceptation de contributions volontaires ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner des obligations supplémentaires pour l'Organisation. Il s'ensuit que le Secrétaire général doit mettre fin à l'utilisation des fonds budgétaires pour faire face aux dépenses accessoires résultant du recours au personnel fourni à titre gratuit. Sa délégation souhaite obtenir des informations précises concernant les dépenses réelles qui sont encourues en raison de cette pratique. Il partage l'opinion que la Commission devrait prendre des décisions au cours de la deuxième partie de la reprise de la session.

19. M. MENKVELD (Pays-Bas) s'adressant au nom de l'Union européenne, déclare que s'agissant des dépenses d'appui administratif une nette distinction doit être établie entre les activités volontaires et les activités dont l'exécution a été décidée par les organes délibérants. Concernant ces dernières, aucune imputation ne doit être envisagée et il ne doit y avoir aucune subvention croisée entre les deux types d'activités. Il est également nécessaire de procéder à un examen de la méthode et du taux d'imputation des dépenses d'appui s'agissant des activités volontaires. En particulier, il est discutable que la même imputation doive s'appliquer à tous les types de contribution volontaires et il paraît évident que l'imputation d'un taux uniforme de 13 % à des contributions aussi disparates que, par exemple, une assistance dans le domaine du personnel et l'utilisation d'un aéronef, soit difficile à justifier; en réalité, cette méthode constitue une subvention croisée. La méthode doit être soumise à examen afin de s'assurer que seules les dépenses appropriées soient imputées.

20. La Commission aura besoin d'informations supplémentaires lorsqu'elle procédera à l'examen des directives. Ainsi, s'agissant de la directive 3 relative aux fonctions, il sera utile de savoir si le Secrétariat a appliqué la

/...

résolution concernant le compte d'appui adoptée à la cinquantième session et il faudra également s'assurer que des postes apparaissent au budget pour chaque membre du personnel fourni. Il compte que les recommandations du Comité consultatif seront incorporées aux conclusions définitives de la Cinquième Commission concernant les directives. Il a bon espoir que la question du personnel fourni à titre gracieux pourra connaître une solution définitive au cours de la deuxième partie de la reprise de la session.

21. M. NOUR (Égypte) déclare que des directives et des règles précises doivent régir le recours à un personnel fourni à titre gracieux qui ne doit pas être considéré comme un remplacement d'un personnel qui doit être recruté et imputé à des postes autorisés aux fins de l'exécution d'activités approuvées. À défaut de directives précises approuvées par l'Assemblée générale concernant le recours à un personnel fourni à titre gracieux, le règlement financier et les règles de gestion financière, en particulier l'article 7.2 doivent toujours s'appliquer.

22. Il partage l'opinion du Secrétaire général exprimée au paragraphe 18 de son rapport (A/51/688/Add.1) concernant le recours à un personnel fourni à titre gracieux pour l'exécution d'activités décidées par les organes délibérants. Les États Membres ont une responsabilité collective d'assurer les ressources nécessaires à l'exécution des programmes et des activités ainsi décidés par des fonctionnaires recrutés conformément au Statut et au Règlement du personnel en application des articles 100 et 101 de la Charte des Nations Unies. La Commission demeure dans l'attente des informations supplémentaires qu'elle avait réclamé dans le cadre du paragraphe 7 du document A/51/688/Add.1.

23. Constatant que certains membres du personnel visés au rapport du Secrétaire général, y compris la moitié du personnel affecté au Tribunal criminel international pour l'ex-Yougoslavie, est fournie par des organisations non gouvernementales, il se demande s'il existe des précédents s'agissant du recours à un personnel fourni à titre gracieux par des organisations non gouvernementales aux fins de l'exécution d'activités décidées par les organes délibérants au siège d'un organe des Nations Unies. Il désire obtenir des renseignements concernant les organisations ayant fourni le personnel en question. Selon lui, les directives doivent être améliorées afin de les rendre plus conformes aux recommandations du Comité consultatif à cet égard. Il espère que la Commission pourra trouver une solution définitive à cette question au cours de la deuxième partie de la reprise de la session.

24. M. YAMAGIWA (Japon) déclare que la pratique récente qui consiste à accepter du personnel fourni à titre gracieux revêt une importance critique étant donné qu'il met en cause le principe qui veut que les États Membres assument les obligations financières de l'Organisation. Dans l'intérêt de l'efficacité et de l'intégrité, les activités décidées par les organes délibérants doivent être exécutées par un personnel recruté conformément aux dispositions pertinentes de la Charte. Le fait qu'un nombre important d'individus ne faisant pas partie du personnel et qui ne sont pas régis par le Statut du personnel, exécutent des fonctions essentielles au sein de l'Organisation, ne peut être que très préoccupant. Il partage l'opinion du Comité consultatif selon laquelle le recours à un personnel fourni à titre gracieux ne doit avoir lieu que dans des situations exceptionnelles et pour des

/...

périodes limitées dans le temps lorsque des compétences spécialisées nécessaires ne sont pas disponibles au sein du Secrétariat. La condition, les responsabilités et les tâches de ce personnel doivent être clairement définies. Il espère que des discussions plus poussées sur la question permettront de parvenir à une conclusion propre à améliorer le fonctionnement de l'Organisation.

25. M. MSELLE (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) en réponse à la question posée par le représentant du Pakistan, indique que le paragraphe 3 du document A/51/688/Add.3 reflète l'opinion du Secrétaire général selon laquelle le personnel de la Commission spéciale des Nations Unies est régi par un régime spécial et, en conséquence, ne tombe pas sous le coup des directives que l'Assemblée générale pourra approuver s'agissant du personnel fourni à titre gracieux. Les membres du Comité consultatif ont pu observer un certain nombre de contradictions, y compris au paragraphe 3, mais ils se sont gardés de fournir une opinion concernant les directives avant d'avoir reçu un texte consolidé contenant toutes les directives élaborées par le Secrétariat, après que la Cinquième Commission aura adopté une décision sur les principes généraux, tel que recommandé par le CCQAB dans son rapport. Il espère que la Cinquième Commission ne procédera pas de façon fragmentaire. Un texte unique devra être rédigé par le Secrétariat une fois que la Cinquième Commission se sera prononcée sur tous les principes généraux.

26. Il n'aurait pas été approprié de réclamer du Secrétariat des directives révisées avant que la Cinquième Commission n'ait terminé ses délibérations. En effet, comme le Secrétaire général le signale dans le document A/51/688/Add.3, les directives seraient révisées de nouveau à la suite de leur examen par la Cinquième Commission.

La séance est levée à 11 h 10.